

Ris-Orangis a un nouveau maire.

Quels dossiers sur son bureau ?

C'est officiel, Stéphane Raffalli a succédé à Thierry Mandon.

La même équipe, un changement à sa tête et de nombreux dossiers en cours.

Notre rôle n'est pas d'être systématiquement contre ce que fait la majorité municipale, alors, commençons par citer quelques dossiers qui nous semblent bien menés : la rénovation du centre Robert Desnos, les nouveaux équipements sportifs. Ils devraient permettre à Stéphane Raffalli quelques inaugurations heureuses... Et nous en oublions sans doute.

Mais il y a aussi les dossiers en cours où des idées qui semblaient bonnes au départ s'avèrent moins réussies que prévues. Et où l'intervention énergique des élus peut encore changer les choses

Enfin, il y a des dossiers inquiétants où un virage politique à gauche s'impose.

Nous ne reviendrons pas sur ce qui va bien, la gazette municipale s'en charge et nos concitoyens peuvent juger eux-mêmes de l'embellissement ou non de la ville, des résultats de certains travaux. Dont acte MM. Raffalli et Mandon.

Mais deux dossiers en cours illustrent ce qui se passe si l'on fait trop aveuglement confiance aux entreprises privées :

Les docks de Ris :

Les familles qui ont emménagé dans les premiers logements livrés au Docks des Alcools se sont trouvées confrontées à de graves problèmes d'insalubrité (moisissures généralisées) et de malfaçons. De plus leurs frais de chauffage sont considérablement plus élevés que ce qui leur avait été annoncé, mettant en péril leurs finances. Grâce à la détermination de ces familles et à l'intervention de notre ami I Amar Henni conseiller municipa « Nouvelle Union pour Ris Orangis », les dossiers évoluent. S Raffalli s'est engagé à les soutenir dans leurs démarches pour défendre leurs intérêts auprès des promoteurs. Nous nous en félicitons.

D'autres problèmes vont surgir quand le quartier va finir de se remplir. Souhaitons que les nouveaux habitants trouvent directement l'appui du maire pour régler leurs problèmes. Souhaitons surtout qu'il n'y ait pas autant de malfaçons et souhaitons que la mairie puisse régler aussi les problèmes de circulation, de parking et de scolarisation qui risquent d'apparaître.

La rénovation des immeubles du plateau :

La encore, une heureuse initiative au départ mais confiée à une entreprise privée sans doute peu scrupuleuse et mal surveillée. Cette rénovation s'est traduite là aussi par des malfaçons, des travaux bâclés et surtout par un mépris des habitants qui n'étaient pour cette entreprise qu'un obstacle à ses objectifs : en finir au plus vite pour être vite payée.

On nous a rapporté le cas d'une vieille dame poussée sur le palier au petit matin en chemise de nuit.

Les locataires commencent à recenser toutes les malfaçons, toutes les incivilités dont ils ont été victimes. Espérons que l'équipe municipale interviendra enfin pour que les travaux soient finalisés et les victimes indemnisées.

Mais aussi, ces travaux ont permis à des personnes, de Ris ou des alentours, de faire de certains bâtiments du plateau leur « quartier général » pour leurs trafics. Ils intimident impunément les locataires et accroissent l'insécurité.

Commencer par remettre en place, et assurer la pérennité des systèmes de sécurité des accès des immeubles est indispensable pour le retour à la tranquillité. La police, dont c'est le rôle, devra sans doute intervenir avec plus d'efficacité.

A côté de ces dossiers où la Municipalité, au courant de la situation, peut être accusée d'un manque de suivi et de réactivité aux demandes des citoyens, il y a ceux où des initiatives et des décisions nouvelles sont attendues de sa part. Prenons-en à nouveau deux, pour exemple :



Santé de la maman et du nourrisson : sauvegarder les consultations à la PMI :

La mairie doit agir vigoureusement auprès des services du Conseil général (qui, pour l'instant refuse de remplacer un médecin partant en retraite) pour que les consultations de PMI qui avaient lieu dans le bas de la ville soient rétablies, et que des personnels adaptés soient engagés sans quoi le risque d'une fermeture guette les familles. Notre nouveau maire, aussi conseiller général, est membre de la majorité qui dirige le Conseil Général.

La scolarisation des enfants roms :

Sans délai supplémentaire, la mairie doit permettre aux enfants des familles roms actuellement présentes sur le territoire, d'être scolarisés. Comme leurs parents le demandent. Le refus actuel est totalement illégal, contraire à la Convention internationale des droits de l'enfant et à notre Code de l'Éducation. De « l'Humanité dans la vie quotidienne » disons-nous, seuls, durant la campagne des élections Cantonales !

Nous reviendrons sur le traitement inhumain dont ces familles sont victimes. Bien sûr les solutions définitives dépendent d'initiatives nationales et internationales mais, en attendant ne peut-on leur accorder ce droit minimum à un accès (payant selon leurs vœux) à l'eau, et au ramassage de leurs ordures. Les animaux des refuges de la SPA ne sont-ils pas mieux traités qu'eux ?

Nous aurions pu aborder d'autres dossiers, parler de la mise en place de **la régie publique de l'eau** (pour laquelle « Nouvelle Union » a beaucoup travaillé, comme chacun le sait). Malheureusement, informer, associer les citoyens à ce projet, cela ne fait pas partie du logiciel des décideurs locaux. La production d'eau potable, le retraitement de l'eau usée et l'assainissement doivent-ils rester au privé ? Nous ne pouvons, à ce propos, que déplorer l'absence d'engagement de la mairie.

Parler aussi de la **liberté d'affichage**, associatif ou d'opinion : Alors qu'on ne compte plus les mobiliers publicitaires ou faisant la promotion de la municipalité, il reste des quartiers entiers dépourvus du moindre panneau d'expression libre. Veut-on sous prétexte de propreté distiller en ville la pensée unique ?

Parler de la situation de **l'emploi**, y compris dans le quartier des docks où pourtant la mixité des usages (habitat et locaux commerciaux et industriels) serait indispensable au succès d'un véritable éco-quartier, de la dégradation de la situation pour beaucoup et nous montrer très critiques.

D'une façon générale, nous constatons que, face au pouvoir de l'argent, à l'échelon local comme à l'échelle nationale, le parti socialiste et ses alliés font preuve d'un manque de courage politique pour affronter ceux que pourtant François Hollande avait présentés comme « ses principaux adversaires » : les financiers.

Quelles que soient les qualités du premier magistrat d'une commune et de sa majorité, si les milliardaires devaient continuer, comme actuellement, d'imposer leurs intérêts et leurs dogmes, il deviendrait absolument impossible de conduire une

action publique (nationale ou locale) favorable à la grande majorité des populations, c'est-à-dire : plus de justice sociale, plus de démocratie et d'épanouissement individuel, plus de bien-être, de vivre ensemble, de solidarité, sans quoi il est illusoire d'espérer plus de sécurité

C'est une course insensée pour se gaver de milliards, qu'1% de profiteurs imposent à 99% de l'humanité. Une folie, décrite par Costa Gavras dans son dernier film actuellement sur les écrans « Le capital », contre laquelle, si on ne met pas un terme, il sera impossible de conduire une action publique (nationale ou locale) favorable à la grande majorité des populations, c'est-à-dire : plus de justice sociale, plus de démocratie et d'épanouissement individuel, plus de bien-être, de vivre ensemble, de solidarité et de sécurité, sans quoi il est illusoire d'espérer plus de sécurité.

L'Équipe citoyenne que nous représentons affirme que tous les actes concrets visant à stopper cette course folle, méritent notre soutien. Tout le contraire du vote du député Th Mandon en faveur du nouveau traité européen qui enfonce tous les peuples dans une crise sans fin.

Être attentif et trouver des solutions concertées pour les plus démunis des Rissois dont le nombre augmente de jour en jour, sans oublier tout les autres. C'est ce vœu que nous voulons exprimer pour la gestion locale à laquelle préside désormais, Monsieur Raffalli.

Cela étant dit, il va de soit que nous demeurons aux côtés des Rissois qui prendront des initiatives citoyennes destinées à faire valoir leurs droits.

Seuls de tels positionnements pourront empêcher un retour des droites au pouvoir avec leurs politiques dévastatrices pour l'économie et les populations car entièrement au service des financiers

- Front de gauche
- Assemblée citoyenne de Ris-Orangis

Contact : les Animateurs Rissois du collectif - Tél. : 06 81 78 98 77
Mél. : frontdegaucheris@laposte.net -
www.facebook.com/frontdegaucheris